



Distr.: GENERALE

CEA-AN/CIE/XXIV/10/REV.1
Mai 2009

Original: FRANÇAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Vingt quatrième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
6-9 mai 2009

**RAPPORT DE LA XXIV^{ème} REUNION
DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La vingt quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 6 au 9 mai 2009. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Hussein Amine Ammami (Libye), au nom de la Présidence du Bureau sortant du CIE.

2. Les représentants des sept Etats membres (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie), ainsi que leurs missions diplomatiques accréditées au royaume du Maroc, ont participé à la réunion.

3. Etaient représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Organisations et institutions spécialisées des Nations Unies :
 - BANQUE MONDIALE;
 - BIT;
 - FAO;
 - FNUAP;
 - ONUDI;
 - PNUD/ALGERIE;
 - PNUD/MAROC;
 - PNUD/MAURITANIE;
 - PNUD/TUNISIE;
 - UNESCO;
 - UNHCR;
 - UNIFEM.
- Communautés économiques régionales :
 - Union du Maghreb Arabe (UMA).
- Organisations internationales et régionales :
 - AOAPC;
 - BAD;
 - BID;
 - CAFRADES;
 - CREDIF;
 - ISESCO;
 - Ligue des Etats arabes;
 - OADA.
- Agences de coopération :
 - Délégation de la Commission Européenne
 - FIDA
 - GTZ
 - JICA
 - Agence américaine pour le développement international (USAID)
- Corps diplomatique :
 - Ambassade du Royaume de Bahreïn
 - Ambassade de la République du Bénin
 - Ambassade de la République du Cameroun
 - Ambassade de la République Centrafricaine

- Ambassade de la République de Chili
 - Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
 - Ambassade de la République de Croatie
 - Ambassade de la République Française
 - Ambassade de la République du Gabon
 - Ambassade de la République de Gambie
 - Ambassade de la République d'Indonésie
 - Ambassade de l'Etat de Kuwait
 - Ambassade de la République de Libéria
 - Ambassade de la République du Niger
 - Ambassade de la Fédération de Russie
 - Ambassade de la République du Sénégal
 - Ambassade de la République de Turquie.
- Des représentants du secteur privé et des universités :
 - FCE Algérie
 - CGEM, Maroc
 - Union nationale du patronat mauritanien (UNPM)
 - Académie Hassan II des sciences et techniques, Maroc
 - Institut des études africaines, Maroc
 - INSEA, Maroc
 - Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc
 - Organisations non gouvernementales :
 - Association des mères tunisiennes au Maroc;
 - AFEM, Maroc

4. La liste des participants figure en annexe de ce rapport.

II. OUVERTURE DE LA REUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

5. La séance d'ouverture a débuté par le discours du Président sortant du CIE, M Hussein Amine Ammami (Libye) qui a tout d'abord remercié les autorités et le gouvernement du Royaume du Maroc pour la qualité de l'accueil, les pays membres pour la confiance accordée à son pays pour présider les travaux du Comité durant l'année écoulée ainsi que la Directrice et le personnel du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer pour améliorer et faciliter continuellement le travail du Bureau.

6. Il a remercié les personnalités présentes ainsi que les représentants des Organisations Régionales et Internationales et félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour le choix pertinent porté cette année durant la XXIV ième session du CIE sur Education-Formation & Emploi au sein de nos pays membres.

7. Thème d'autant plus important a poursuivi le Président, du fait des crises alimentaire, financière et économique que nous vivons depuis l'année 2008 et que le CIE est une occasion idoine de concertation pour les pays membres en vue de réfléchir ensemble sur les meilleurs moyens de faire face à la crise.

8. Il a rappelé ensuite les bonnes performances économiques des pays de la région en 2008 en dépit d'un environnement mondial défavorable caractérisé par le renchérissement des matières premières et la flambée du prix du pétrole. Il a invité les pays de la région à continuer leurs efforts pour améliorer davantage leur croissance économique dans les années à venir afin de répondre aux défis de nos économies vis à vis du développement social (Education, Emploi, Santé etc. ...) d'une manière générale et de la réalisation des OMD de façon spécifique.

9. Avant de conclure, le Président sortant a rappelé l'importance de ce CIE tout en soulignant quelques recommandations qu'il souhaiterait soumettre à l'attention des participants :

- Consulter les sources nationales et les rapports économiques et sociaux disponibles pour actualiser les données du Bureau;
- Adopter des mesures et des politiques coordonnées afin de développer une économie diversifiée pour assurer des sources de revenus alternatives pour faire face aux chocs externes;
- Impliquer davantage le secteur privé et créer un meilleur environnement pour les IDE afin de favoriser le rapatriement des IDE de la région et assurer un développement durable en vue de dynamiser d'avantage les échanges commerciaux, la coopération économique et sociale et la promotion des petits et moyens projets pour une plus grande intégration.

10. Dans son allocution, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a souhaité la bienvenue au nom de Monsieur Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA, à tous les participants. Elle a par la suite réitéré sa gratitude à SM le Roi Mohammed VI, au gouvernement et au peuple marocains pour la qualité de l'accueil réservé aux participants ainsi que la sollicitude continuelle qu'ils ne cessent de manifester à l'égard du Bureau. Elle a annoncé que le Bureau avait changé de siège depuis mars dernier et a remercié à cet égard, pour leur soutien efficace et diligent, le Ministère des affaires étrangères et de la coopération, le Haut Commissariat au Plan ainsi que le Ministère de l'économie et des finances, départements qui ont permis que ce déménagement se passe dans les meilleures conditions.

11. Elle a aussi remercié le Président sortant du Bureau du CIE pour les recommandations qu'il a bien voulu donner au Bureau, ainsi que l'ensemble des délégations officielles des Etats membres, des représentants du secteur privé et de la société civile, des représentants des organisations du Système des Nations Unies et des Organisations régionales et internationales et du Corps Diplomatique.

12. Elle a rappelé que cette session du CIE, intervient dans un contexte défavorable marqué par la multiplication des crises aux répercussions et conséquences négatives sur les économies de la région, particulièrement dans le domaine social.

13. Dans ce contexte de crises, elle a rappelé l'importance pour les pays de la région de développer le plus rapidement leur propre capacité d'anticipation, d'analyse et de gestion des risques. Elle a souligné que même si ces pays n'ont pas ou peu ressenti les effets de la crise jusqu'à présent, ils risquent d'en subir les impacts si les mesures appropriées ne sont pas prises en urgence, réitérant l'importance pour la région d'accélérer son processus d'intégration régionale. Elle s'est toutefois félicitée des bonnes performances macro économiques des économies nord africaines au cours de l'année 2008 tout en indiquant que des progrès cruciaux sont à faire dans le volet social notamment en matière d'emploi pour garantir la durabilité des acquis et mieux faire face aux autres défis sociaux en matière de santé, d'éducation et de lutte contre la pauvreté, en vue de réaliser les OMD avant l'échéance de 2015.

14. Elle a indiqué que le développement du chômage est plus répandu chez les jeunes, les femmes et les diplômés ce qui dénote une incapacité réelle des systèmes d'éducation et de formation à répondre et satisfaire aux besoins du marché du travail. C'est pourquoi le Bureau avec l'accord des Etats membres a décidé de consacrer l'année de 2009 au thème du «développement des capacités du système éducatif et de formation pour une meilleure création d'emplois».

15. Elle a informé les délégués que la CEA, accordant un intérêt particulier à la mobilisation des ressources régionales, a décidé d'enrichir l'équipe du Bureau par de nouveaux profils.

16. Avant de conclure son allocution, la Directrice du Bureau a rappelé que les résultats et recommandations de cette réunion du CIE seront soumis pour examen lors de la Conférence de la CEA des Ministres en charge du Plan, des Finances et du développement économique qui se tiendra cette année dans notre région, à Charm El Cheikh en Egypte et qu'elle tient à remercier à nouveau au

nom du Secrétaire exécutif pour abriter la Conférence où une attention particulière sera portée aux réformes fiscales et à la mobilisation de ressources budgétaires nationales pour le financement du développement.

17. Elle a enfin, souhaité aux participants des débats fructueux et plein succès aux travaux de la 24^{ième} session du CIE, et les a remerciés pour leur présence et leur aimable attention.

18. Prenant la parole, le Coordonnateur du système des Nations Unies au Maroc, M. Mourad Wahba, intervenant au nom de Madame Amat Al Alim Alsoswa, Directrice du Bureau régional pour les pays arabes du PNUD, a souligné qu'aucun pays de la région n'est à l'abri de la crise, qui se présente sous trois aspects (3F) : "Food, Fuel, Finance" (alimentation, énergie et finances). Il a précisé que l'intégration régionale est nécessaire pour réduire la dépendance de ces pays, notamment au niveau alimentaire et énergétique, préconisant le recours à une complémentarité et au développement d'énergies alternatives surtout dans le monde rural pour faire reculer la pauvreté.

19. Les conséquences de cette crise financière se répercuteront également sur le tourisme, les transferts et l'emploi, notamment des jeunes et des femmes, a dit M. Wahba, soulignant que le PNUD entend travailler avec la CEA sur les défis de l'éducation et la formation, qui constituent les clés du développement de la région et le thème judicieux du présent CIE.

20. M. Mohamed Taamouti, Directeur de la statistique représentant M. Ahmed Lahlimi, Haut Commissaire au Plan du Maroc, a félicité le Bureau pour le choix pertinent du thème de cette année en soulignant dans son allocution, que conscients de l'importance de l'éducation, les pouvoirs publics au Maroc ont massivement investi dans la généralisation de la scolarisation et l'amélioration de l'alphabétisation, indiquant, que le budget de l'enseignement a été augmenté de 23 % en 2009 par rapport à 2008.

21. Malgré tous ces efforts, le rendement externe reste insuffisant comme l'illustre le chômage des diplômés, les femmes et les jeunes. Au vu de ces constats et de ces évolutions observées dans le cas de l'économie marocaine, mais qui sont, sans doute, similaires dans plusieurs économies de l'Afrique du Nord, il est clair qu'une croissance économique soutenue ne peut garantir à elle seule des emplois décents et ne peut être durable sans une main d'œuvre qualifiée et un marché de travail développé, pré-requis nécessaires pour générer un cercle vertueux de croissance économique et de création d'emplois.

22. Dans ce sens, un effort conjugué de l'Etat et des opérateurs privés est nécessaire pour assurer l'ouverture du système de formation sur son environnement économique et social nécessaire à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité à long terme.

23. Il a terminé son allocution en rappelant l'intérêt que porte le Haut Commissariat au Plan aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique qui accorde à la région un intérêt grandissant, en félicitant le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord et en demandant de transmettre ses félicitations et sa grande considération à Monsieur Abdoulie Janneh.

24. La Directrice de la Coopération multilatérale au Ministère des Affaires étrangères et de la coopération au Maroc, Mme Zakia El Midaoui, a pris la parole au nom du Ministre des Affaires étrangères et de la coopération, a remercié et félicité la CEA pour le choix judicieux du thème du CIE pour cette année dans un contexte défavorable de crises risquant de compromettre la réalisation des OMD.

25. C'est dans ce cadre, a-t-elle souligné, que les Nations Unies ont un grand rôle à jouer pour coordonner les efforts de nos pays pour qu'ils surmontent cette crise et se dotent de ressources humaines plus qualifiées afin d'endiguer le chômage latent pouvant menacer la paix sociale au sein de notre région si des solutions idoines ne sont pas mises en œuvre en urgence.

26. Le Maroc accorde au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle une importance particulière eu égard au rôle qu'il joue dans le développement du capital humain, a-t-elle ajouté.

27. En effet, a indiqué la Directrice de la Coopération multilatérale, la croissance économique dans les années à venir dépendra de plus en plus de la capacité des entreprises à améliorer leur compétitivité et à innover au travers de l'acquisition des nouvelles technologies et à disposer de ressources humaines plus qualifiées.

28. Enfin Mme Zakia El Midaoui a clos son intervention en réitérant ses remerciements et ses félicitations à Mme la Directrice du Bureau ainsi qu'au personnel technique et administratif et a souhaité plein succès aux travaux de la 24^{ème} session du CIE.

III. ELECTION DU BUREAU

(Point 2 de l'ordre du jour)

29. Suite à une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le Bureau suivant:

Président	:	Mauritanie
Vice-président	:	Soudan
Rapporteur	:	Maroc

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX

(Point 3 de l'ordre du jour)

30. Au début des travaux, M. Mohamed Ould Teghra (Mauritanie), le nouveau Président, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants tout en félicitant le bureau sortant et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

31. En outre, il s'est engagé, au nom de ses collègues, à prendre les dispositions appropriées, pour l'exécution dans de bonnes conditions, du plan d'action pour les années à venir et des recommandations issues de la présente rencontre.

32. A la suite de cette intervention, L'Ordre du jour provisoire (CEA-AN/CIE/XXIV/1) et le programme provisoire des travaux (CEA-AN/CIE/XXIV/1/Add.2) ont été adoptés (Voir annexe).

V. RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD : PERFORMANCES ECONOMIQUES ET SITUATION SOCIALE EN 2008

(Point 4 de l'ordre du jour)

33. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les conditions économiques et sociales en trois grandes parties:

- L'environnement international et la crise;
- Les performances économiques et conditions sociales, et
- les conclusions et recommandations.

34. L'environnement international marqué par la crise présente des particularités en 2008, consistant en une hausse puis une baisse à partir du milieu de l'année des prix du pétrole des prix des produits alimentaires et de la parité Euro/Dollar. Ces particularités ont entraîné une configuration particulière de l'économie mondiale donnant une décélération des croissances économiques et du commerce et une augmentation de l'inflation.

35. La description de la crise a été présentée par ses effets et les actions entreprises pour les contrecarrer aux niveaux international, régional et national. Les engagements et les décisions pris par les différents pays au niveau mondial n'ont cependant pas encore résolu un certain nombre de questions telles que la coordination des finances internationales et le rôle des pays à bas et à moyen revenus dans la nouvelle architecture financière mondiale.

36. Une présentation des performances économiques de la région a montré que celles-ci ont été bonnes malgré la crise. En ce qui concerne les conditions sociales, le Secrétariat a informé le Comité qu'un rapport des Nations Unies de septembre 2008 avait établi que l'Afrique du Nord était la région au monde qui avait le plus de chances d'atteindre les OMD à l'horizon 2015. Toutefois, malgré ces

avancées, consécutives à la volonté des pays d'accorder plus d'attention au développement social, le niveau des acquis dans ce domaine reste encore en deçà des performances économiques. Le Secrétariat a signalé que ceci peut s'expliquer par une intégration encore insuffisante des objectifs sociaux dans les stratégies de développement avec suffisamment de détail.

37. Le Secrétariat a présenté des conclusions et recommandations parmi lesquelles:

- Besoin d'intégrer les indicateurs détaillés sociaux, d'éducation et d'emploi dans les instruments de prévision à long, moyen et court termes et particulièrement pour gérer les problèmes d'éducation et d'emploi;
- Développer des capacités de gestion du risque basées sur des systèmes d'analyse de la conjoncture performants à même d'anticiper les crises et évaluer leurs impacts;
- La crise présentant aussi bien des effets négatifs que des opportunités pour la région, saisir ces opportunités pour mieux investir dans les infrastructures, dans le capital humain et dans le capital de sociétés internationales qui interviennent dans des secteurs stratégiques pour le développement de la région;
- Profiter des concertations en cours sur la crise pour développer la coopération et l'intégration régionales et veiller à ce que les pays d'Afrique du Nord et ceux à niveau de développement similaires ne soient pas oubliés dans la nouvelle gouvernance financière mondiale.

38. La parole a été ensuite donnée à Monsieur Jean Luc Bernard, Représentant de l'ONUDI au Maroc, qui après avoir remercié le Bureau pour son invitation s'est félicité aussi du choix du thème de cette année pour une meilleure adéquation avec les besoins en matière d'éducation de nos économies.

39. Il a à cet effet insisté sur la nécessité de soutenir les PME/PMI exportatrices suite à la baisse de la demande de nos principaux partenaires dans les pays développés qui ont limité drastiquement leurs importations et de développer des politiques industrielles tout en facilitant l'accès au crédit et en diminuant la pression fiscale. Il a aussi insisté sur la nécessité de dépasser les approches défensives (réduction des coûts) et de développer des approches plus offensives en promouvant l'innovation et la recherche d'alternative, que l'ONUDI se propose d'accompagner.

40. Par la suite, il a souligné quelques conditions nécessaires au succès des politiques d'accompagnement, notamment la nécessité de maintenir le flux des exportations, l'importance d'interventions pointues, mais aussi le développement des infrastructures comme principal support de l'exportation. Enfin il a souligné l'importance de la coordination, notamment au niveau des stimuli fiscaux, afin de renforcer les complémentarités.

41. Au cours des débats qui ont suivi, le Comité a félicité le Bureau pour la qualité du rapport sur les conditions économiques et sociales. Le Comité a aussi loué les efforts du Bureau pour la richesse des informations contenues dans le document qui pourraient parfois être actualisées par des données plus récentes et a demandé de :

- Enregistrer avec satisfaction les bonnes performances macro économiques des économies Nord Africaines au cours de l'année 2008 en dépit de la crise, tout en soulignant que des progrès cruciaux sont à faire dans le volet social, notamment en matière d'emploi pour garantir la durabilité des acquis et mieux faire face aux autres défis sociaux en matière de santé d'éducation et de lutte contre la pauvreté, en vue de réaliser les OMD à l'échéance 2015;
- Créer et développer rapidement des mécanismes d'anticipation d'analyse et de gestion des crises à l'instar de la crise économique actuelle dont les effets risquent de s'amplifier dans les années à venir;
- Encourager les études prospectives à long terme en matière d'éducation de formation et de nouveaux métiers pour faire face aux besoins de l'économie;

- Mieux cerner les mécanismes ou les mesures à adopter pour équilibrer l'équation entre la performance économique et les conditions sociales dans la région, ainsi qu'au niveau international;
- Préciser le rôle de l'Etat et du secteur privé dans le pilotage économique, dans un contexte de mondialisation en pleine mutation.

VI. EDUCATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA CREATION D'EMPLOIS EN AFRIQUE DU NORD

(Point 5 de l'ordre du jour)

42. Un atelier sur «Education et renforcement des capacités pour la création d'emplois en Afrique du Nord» s'est tenu dans le cadre des travaux de la XXIVème session du CIE. Il a été organisé de la manière suivante:

Une session plénière qui a présenté:

- Une note introductive sur le sujet et les objectifs de l'atelier ainsi que des exposés sur :
 - Réformes des systèmes éducatifs et de formation pour répondre au défi du chômage en Afrique du nord : principaux enseignements;
 - Coopération et collaboration pour la mise en œuvre des réformes des systèmes éducatifs et de formation: expériences, défis et opportunités;
 - Economies émergentes: une place stratégique pour le facteur humain;
 - Problématiques majeures de l'éducation – emploi, au delà de l'approche sectorielle;
 - Pour des politiques de mise en valeur des ressources humaines, d'éducation de formation tout au long de la vie.

Deux sessions parallèles comprenant 4 thèmes :

- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des systèmes éducatifs et de formation;
- Renforcer les relations entre les systèmes éducatifs et de formation et les stratégies de développement;
- Des systèmes éducatifs et de formation pour des entreprises performantes;
- Diversifier les partenariats et les investissements dans le secteur de l'éducation et de la formation.

Une session plénière de restitution des résultats de l'atelier et synthèse des recommandations.

43. Cette session a été marquée par la présence du Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle du Royaume du Maroc qui, prenant la parole en début de séance, a souhaité la bienvenue au Maroc à l'ensemble des participants et félicité la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour le choix pertinent porté cette année lors du CIE, sur la relation Education-Formation pour un meilleur Emploi.

44. Il a par ailleurs félicité l'ensemble des participants sur la pertinence des recommandations de l'atelier qui ont été présentées par le Secrétariat, d'autant plus que cette réunion se tient à un moment critique caractérisé par la crise économique actuelle et une mondialisation galopante où des changements rapides des métiers et qualifications vont s'opérer à l'avenir ce qui aura des conséquences et des effets néfastes sur les économies de la région si des initiatives et actions pour réévaluer les stratégies d'éducation et de formation ne sont pas mises en œuvre rapidement.

45. D'où la nécessité a indiqué Mr. le Ministre pour nos pays d'accroître et de renforcer nos propres capacités de formation et d'apprentissage continu à court, moyen et long termes de façon à épouser les besoins de nos marchés de travail. Il s'est aussi félicité de la coopération technique entre le Bureau International du Travail (BIT) et la CEA dans ce domaine, tout en réaffirmant le rôle crucial des décideurs politiques dans la planification et la mise en œuvre d'une bonne politique Education-Formation en adéquation avec les besoins de nos économies.

46. Après avoir pris note des travaux de l'atelier, et écouté le rapporteur de l'atelier faisant lecture des recommandations le Comité a fait des commentaires et a approuvé les recommandations après amendement telles que présentées en annexe II.

47. Lors des débats, les experts du Comité ont souligné l'importance que revêt pour les pays de la région le défi de l'emploi, surtout des jeunes. Pour cela, il est nécessaire de construire des systèmes éducatifs et de formation de qualité, pertinents et accessibles à tous et à toutes, ont-ils souligné. De plus, les réformes en cours ont besoin de s'ajuster aux mutations qu'a connues le monde, dont la crise actuelle. Le Comité a mis en relief l'importance de promouvoir le dialogue social, d'améliorer la gouvernance, d'utiliser beaucoup plus les TIC, de mener des études prospectives sur les besoins en compétences, d'établir des bases de données et de partager les outils développés par les pays de la région

VII. L'AFRIQUE DU NORD ET LES AGENDAS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX

(Point 6 de l'ordre du jour)

48. Le Bureau a présenté une évaluation de la mise en oeuvre des agendas régionaux et internationaux (CEA-AN/CIE/XXIV/4) issus des grandes Conférence et Réunions organisées aux niveaux mondial et régional sur des thèmes d'importance pour l'Afrique du Nord dont :

- Objectifs du millénaire pour le développement (OMD);
- Environnement et développement durable;
- Genre : mise en œuvre de la plateforme de Beijing;
- Population et développement;
- Déclaration de Copenhague et programme d'action pour le développement social.

49. Le Secrétariat a lancé un appel aux pays membres pour qu'ils lui fournissent régulièrement des informations pouvant l'aider à entreprendre un travail plus fin d'analyse dans la mise en œuvre de ces agendas.

50. Le Comité a pris note du rapport et a remercié le Secrétariat pour sa clarté.

51. Les discussions ont porté sur les mécanismes pouvant aider à compléter le rapport par les informations sur les activités entreprises dans la région.

52. Au sujet des négociations dans le cadre du cycle du Doha, la finalisation du cycle n'étant pas en fin en soi, l'accent doit être mis sur la nécessité de prise en compte des intérêts des pays de la région, et de faire en sorte que la crise économique ne soit pas un prétexte pour un protectionnisme accru de la part des pays développés face aux exportations provenant des pays en développement.

VIII. LA RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DU NORD

(Point 7 de l'ordre du jour)

53. Le Secrétariat a fait un compte rendu de la réunion d'experts sur «la promotion de la Recherche-développement (R&D) en Afrique du Nord" (CEA-AN/CIE/XXIV/5), organisée à Rabat, du 15 au 17 Juillet 2008, en partenariat avec l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques. Cette réunion se situe dans la logique de la Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique organisée par la CEA (en mars 2008) pour insister sur la nécessité de parvenir à un agenda de recherche qui soit en convergence avec les objectifs de développement durable en Afrique du Nord.

54. L'accent a été mis sur l'engagement des pays à renforcer les activités de R&D, tout en déplorant l'absence d'une masse critique de chercheurs, le caractère académique de la recherche, le manque de liens entre les programmes de R&D et l'industrie et l'insuffisance du financement des activités de recherche.

55. les principales recommandations de la réunion ont notamment porté sur :

- La nécessité d'une mise en concordance de la recherche avec les priorités de développement;
- La promotion de la R&D dans les secteurs porteurs de croissance et de valeur ajoutée;
- La mise en réseau et la régionalisation des activités de R&D;

- La promotion d'une relation recherche-entreprise servant les priorités de développement;
- La mobilisation des ressources financières régionales et internationales pour la promotion des activités de R&D.

56. Le Comité a pris bonne note des résultats de la réunion et a recommandé que les Etats membres transmettent aux départements concernés les recommandations de l'atelier sur « La promotion de la Recherche/Développement en Afrique du nord ».

IX. BILAN DE L'ACTIVITE DU BUREAU EN 2008

(Point 8 de l'ordre du jour)

57. Les activités du Bureau (CEA-AN/CIE/XXIV/6) mises en œuvre depuis la dernière réunion du CIE ont été présentées par le Secrétariat qui a passé en revue ses travaux notamment, les réunions, ateliers, séminaires, réunions ad hoc d'experts, publications et événements spéciaux.

58. Les principales activités menées par le Bureau ont été inscrites sous le thème des PME/PMI. Ces activités ont été axées sur l'échange d'expériences, l'analyse des politiques et le renforcement des capacités. Elles ont été menées en étroite collaboration avec les Etats membres, les CER, les organisations régionales et le système des Nations Unies.

59. De plus, le Bureau a informé le Comité des résultats et recommandations du sixième Forum pour le développement de l'Afrique organisé en novembre 2008, sur le thème : « Agir pour l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la lutte contre la violence à l'égard des femmes en Afrique ».

60. Dans sa présentation le Secrétariat a souligné le renforcement de la coopération avec les partenaires du Bureau et en particulier avec l'Union du Maghreb Arabe (UMA) depuis la signature d'un mémorandum d'entente signé en janvier 2008. Le Secrétariat a enfin informé le Comité du déménagement de son Bureau dans de nouveaux locaux grâce au soutien sans faille du Gouvernement marocain.

61. Le Comité a pris note de la multiplicité des travaux effectués au cours de l'année écoulée et a félicité le Bureau sur la qualité de son travail.

62. Suite à l'appel du Secrétariat pour davantage de coordination entre les délégations du CIE et celles de la Conférence des ministres, le Comité a convenu de l'importance de ce point et a recommandé que cela s'applique en priorité aux délégations des pays constituant le Bureau.

63. A l'issue des débats, les participants ont adopté les activités proposées et ont demandé qu'elles soient transmises à la Conférence des ministres pour approbation finale.

X. PROGRAMME DE TRAVAIL 2009

(Point 9 de l'ordre du jour)

64. Le Secrétariat a présenté, pour information, les principales activités qui doivent être menées par le Bureau en 2009 (CEA-AN/CIE/XXIV/6) et rappelé que le thème de l'année était « Education et formation pour la création d'emplois ». Les réalisations doivent comprendre des publications, réunions, séminaires, services consultatifs et événements spéciaux.

65. Le Comité a pris bonne note de la présentation.

XI. PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2010-2011

(Point 10 de l'ordre du jour)

66. Le Secrétariat a présenté le projet de programme de travail du Bureau pour l'exercice biennal 2010-2011 (CEA-AN/CIE/XXIV/7). Après avoir brièvement donné un aperçu des nouvelles orientations stratégiques des Bureaux sous-régionaux de la CEA essentiellement tournées vers un meilleur recentrage de leurs mandats et missions, ainsi qu'une amélioration de leurs produits et services, le Secrétariat a présenté le détail des différentes activités que le Bureau pour l'Afrique du Nord se propose d'entreprendre au cours de la période 2010-2011.

67. Le Secrétariat a rappelé que le cadre stratégique qui a servi pour élaborer ce programme de travail a été approuvé par la Conférence des Ministres de la CEA suite à la recommandation faite lors de la 23^{ème} réunion du CIE.

68. Un accent particulier a été mis sur l'assistance aux Communautés économique régionales, en particulier l'UMA avec laquelle le Bureau a signé un Mémoire d'entente le 14 janvier 2008. Le Secrétariat a également passé en revue les principales activités que le bureau entreprendra dans un certain nombre de domaines thématiques, par le biais d'études, de séminaires, ateliers, réunions d'experts, gestion de la connaissance et mise en œuvre de projets opérationnels.

69. Le Comité a pris note du détail du projet de programme pour 2010-2011 et a recommandé son approbation par la Conférence des ministres avec les amendements suivants :

- Intégrer à ce programme de travail les activités qui seront retenues dans le cadre de la seconde phase de plan pluriannuel qui sera élaboré avec l'UMA d'ici la fin de l'année.
- Reformuler l'objectif global comme suit. :
«Il s'agit de renforcer les capacités des Etats membres pour l'intégration régionale conformément à leurs priorités et stratégies de développement respectif,... et programmes adoptés au niveau régional et international, dont les OMDs ».
- Changer « pays émergents » par « pays à revenus intermédiaires » dans le troisième thème proposé.

70. Concernant les thématiques pour le biennium, le Comité a souhaité avoir plus de temps pour arrêter son choix.

71. Le Comité a demandé au Secrétariat d'engager dans les semaines à venir une consultation avec les Etats membres, en consultation avec le Bureau du CIE et de lui faire part du résultat de cette concertation dans les meilleurs délais.

XII. ACTIVITES DE LA CEA EN 2008, PROGRAMME DE TRAVAIL 2009 ET PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2010-2011

(Point 11 de l'ordre du jour)

72. Le représentant du Siège de la CEA à Addis Abeba n'a pas pu joindre à temps la réunion et n'a donc pas pu faire sa présentation.

XIII. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ASSISTANCE AUX COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES

(Point 12 de l'ordre du jour)

73. Ce XXIV^{ème} CIE a été honoré par la présence du Secrétaire Général de l'UMA, Monsieur Habib Ben Yahia, qui a rejoint la réunion et a prononcé une allocution dans laquelle il a mis l'accent sur les défis que pose à la région la crise économique mondiale et la nécessité de trouver les voies et moyens pour une meilleure coopération entre les pays de la région. Il a par ailleurs rappelé les principales actions du Secrétariat général de l'UMA pour faciliter l'intégration dans la région, dont notamment les activités orientées vers la jeunesse, la désertification et l'appui au secteur privé.

74. Par ailleurs, Monsieur Ben Yahia s'est félicité de l'excellence des rapports qui lient le Secrétariat général de l'UMA à la CEA et du renforcement de la coopération avec la CEA en particulier dans le cadre de la réalisation du programme de travail commun pour la période 2008-2009 et les perspectives de définition d'un nouveau programme pour 2010-2011.

75. Le Secrétariat a présenté les activités du Bureau avec les communautés économiques régionales et en particulier l'état d'avancement du programme de travail pluriannuel 2008-2009 signé entre le Bureau et l'UMA dans les domaines de l'agriculture, des investissements et de l'entrepreneuriat féminin. Le comité a réitéré son appui au Bureau pour le renforcement de ses actions en faveur de l'intégration régionale maghrébine.

76. Trois groupes de recommandations ont été formulées à cet effet :

1. l'accroissement des activités communes avec le Secrétariat de l'UMA à travers :
 - a. l'évaluation du programme pluriannuel de travail actuel et la définition d'un nouveau programme pour 2010-2011 axé autour des questions du développement durable et la nouvelle gouvernance mondiale, le genre et les TIC étant des thèmes transversaux.
 - b. la participation du Bureau à titre d'observateur aux réunions du Secrétariat de l'UMA avec ses Etats membres chaque fois que les circonstances le permettent.
2. la recherche davantage de synergies avec les mécanismes régionaux et internationaux de soutien à l'intégration régionale :
 - a. pour les Nations Unies et la CEA : les initiatives relatives au Centre Africain des Politiques des Changements Climatiques et à ClimDev, le NEPAD et les Mécanismes Régionaux de Coordination.
 - b. pour la méditerranée : l'UPM et les opportunités qu'elle offre dans le domaine des énergies renouvelables.
3. un redoublement des efforts menés au profit des organisations maghrébines du secteur privé et de la société civile et en particulier :
 - a. Les associations professionnelles et l'Union maghrébine des employeurs.
 - b. La jeunesse et les Centres des jeunes dirigeants.

77. Concernant l'appui du système des Nations Unies au NEPAD, la représentante de la CEA a fait une présentation qui a expliqué le mécanisme de coordination mis en place à cet effet, ses fondements institutionnels, son mode et ses structures de fonctionnement. Elle a mis un accent particulier sur la mise en place d'un système de coordination sous régional en Afrique du Nord à l'image du mécanisme de coordination régionale. Un accent particulier a été mis sur les défis relatifs à l'instauration d'un mécanisme sous-régional (MCSR), notamment la dispersion géographique et fonctionnelle des agences des Nations Unies et les contraintes financières. Elle a fait les propositions suivantes pour établir un MCSR :

- Nécessité de poursuivre la consultation avec toutes les parties prenantes, y compris les agences et organisations du SNU (BSR/CEA);
- Convocation par BSR/CEA d'une réunion de toutes les parties pour discuter de la création du MCSR;
- Préparer une Note conceptuelle pour les consultations qui sera partagée avec toutes les parties concernées.

78. Elle a indiqué les éléments suivants pour la note conceptuelle:

- Le MCSR doit être cohérent avec le mandat du SG;
- Le MCSR doit être aligné avec les priorités des CERs;
- Programmes pluriannuels (PPA) des BSR identifiés comme points de départ potentiels:
 - ❖ Le PPA doit être la base de travail pour un programme conjoint entre les agences, régulièrement mis à jour, et approuvé par les CER et
 - ❖ Le PPA doit également tenir compte de l'intégration régionale dans les activités des Nations Unies.

79. Le Comité a pris note avec intérêt du lancement du programme pluriannuel entre le Secrétariat général de l'UMA et le Bureau. Il s'est félicité du rapprochement entre les deux institutions et a encouragé le Bureau à poursuivre cette collaboration selon les orientations proposées.

XIV. DATE ET LIEU DE LA XXVème REUNION DU CIE *(Point 13 de l'ordre du jour)*

80. Il a été convenu que la 25^{ème} réunion du CIE se tiendrait avant la prochaine Conférence des ministres. Elle se tiendra à Rabat à moins qu'un autre Etat membre n'informe le Secrétariat de son souhait de l'abriter.

XV. QUESTIONS DIVERSES

(Point 14 de l'ordre du jour)

81. Le Secrétariat a rappelé aux participants la tenue de la Conférence des ministres de la CEA dont les travaux débiteront par la réunion du Comité d'experts à Charm El Cheikh en Egypte. A cet égard, il a vivement encouragé les Etats membres à confirmer leur participation et informer la CEA dans les meilleurs délais de la composition de leur délégation officielle.

XVI. PRESENTATION ET ADOPTION DU RAPPORT

(Point 15 de l'ordre du jour)

82. Le rapport a été présenté en 2 phases 1) Lecture et adoption des recommandations 2) lecture et adoption du rapport.

83. La délégation égyptienne a présenté une proposition de modification de la recommandation N°3 pour élargir la participation des pays en développement dans les institutions du système financier international. La recommandation a été finalement adoptée sans modification en raison de la divergence des délégations sur le niveau de détail de la modification.

84. Cependant, la recommandation 3 a fait l'objet de débats sur la possibilité de spécifier le rôle des organisations du système financier. La recommandation a été finalement adoptée avec une réserve de l'Egypte.

85. Suite à la présentation du projet de rapport, le CIE a apporté quelques amendements et a adopté le rapport par acclamation.

86. A l'issue de leurs travaux, les participants à la XXIVème réunion du CIE ont exprimé leur vive appréciation pour la qualité du travail accompli par le personnel du Bureau et leur satisfaction quant au succès de la réunion.

XVI. CLÔTURE DE LA XXIVème REUNION DU CIE

(Point 16 de l'ordre du jour)

87. La XXIVème réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc et aux autorités du Gouvernement marocain (Le texte de la Motion est en annexe).

88. Le président du Bureau du CIE a remercié le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et plus particulièrement sa Directrice, Mme Bounemra Ben Soltane, pour le soutien qui lui a été apporté tout au long de ce CIE et s'est dit persuadé de l'excellence de la collaboration qui sera développée tout au long de l'année.

89. Dans son mot de clôture, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a rappelé les nombreux sujets abordés lors de cette XXIVème réunion du CIE, les principaux résultats et les recommandations qui seront transmises à la Conférence des ministres de la CEA. Elle a également réitéré l'engagement de la CEA au service de ses Etats membres.

90. Enfin, elle a remercié les Etats membres, le Bureau du CIE, les différentes institutions, les conférenciers, le personnel du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

ANNEXE I.

RECOMMANDATIONS DE LA XXIV^{ème} REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS

A l'issue des délibérations, les membres du CIE ont fait les recommandations suivantes et ont demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des ministres :

I. Aux Etats membres

Performances économiques et sociales

1. Développer des instruments de gestion du risque, de suivi de la conjoncture, de prévision à court et moyen termes et d'évaluation d'impact, pour se prémunir contre les crises et leurs effets;
2. Intégrer les variables des conditions sociales et du marché de l'emploi dans les instruments d'analyse de précision avec le maximum de détail en utilisant à la fois les aspects court, moyen, et long termes;
3. Se concerter pour déterminer le meilleur moyen pour l'Afrique du nord d'être représentée dans la nouvelle gouvernance financière mondiale;
4. Préciser le rôle de l'Etat et du secteur privé dans le pilotage économique, dans un contexte de mondialisation en pleine mutation.

Education et renforcement des capacités pour la création d'emplois

5. Reconnaître davantage l'importance de l'adéquation éducation-emploi/formation dans le développement économique et social et transmettre aux concernés (notamment départements ministériels, représentants des travailleurs et employeurs et organisations régionales et internationales) les recommandations de l'atelier sur « éducation et renforcement des capacités pour la création d'emplois ».
6. Encourager les études prospectives à long terme en matière d'éducation, de formation et de nouveaux métiers pour faire face aux besoins de l'économie.

Agendas

7. Inclure dans les plans de développement des statistiques, les données nécessaires et actualisées au suivi et à l'évaluation des agendas régionaux et internationaux de développement.
8. Multiplier les concertations régionales en amont et en aval des grandes Conférences régionales et internationales sur le développement, pour renforcer leur position comme partenaires stratégiques et acteurs importants dans la prise de décision au niveau mondial.
9. Se concerter pour assurer que la reprise des négociations du cycle de Doha intègre bien les intérêts des pays en développement.

Recherche et développement (R&D)

10. Etant donnée l'importance de la Recherche/Développement dans le processus du développement et la création du savoir, continuer à accorder à ce secteur d'activités toute l'attention nécessaire même en période de crise.
11. Publier régulièrement des données détaillées sur les dépenses et les activités en recherche et développement pour un meilleur suivi des efforts fournis dans ce domaine.
12. Transmettre le rapport de la réunion aux autorités concernées.

Relations avec la CEA

13. Accorder un intérêt particulier à la coordination entre les délégations du CIE et celles de la Conférence des Ministres, en particulier en ce qui concerne les Pays Membres du Bureau du CIE.
14. Utiliser les services de conseil et d'assistance technique mis à leur disposition par la CEA dans divers domaines relatifs au développement socio-économique.

II. Au Bureau Afrique du Nord de la CEA

15. Œuvrer à la mise en œuvre en partenariat avec toutes les parties prenantes des recommandations des ateliers :
 - Recherche et développement tenu à Rabat du 15 au 17 juillet 2008
 - Education et renforcement des capacités pour la création d'emplois tenu à Rabat du 6 au 8 mai 2009;
16. Continuer de renforcer le partenariat avec l'UMA tel que défini dans le programme pluri-annuel et préparer un programme de coopération 2010-2011.
17. Poursuivre les efforts menés au profit des organisations maghrébines du secteur privé et de la société civile et mettre en place les communautés de pratique correspondantes
18. Poursuivre la consultation avec toutes les parties prenantes en vue d'établir un mécanisme de coordination sous-régionale (MCSR), en particulier avec les agences et organisations du SNU (BSR/CEA);
19. Transmettre à la Conférence des Ministres de la CEA le rapport d'activité du Bureau pour la période 2008, le projet de programme de travail 2010-2011 et le rapport du CIE pour approbation finale.
20. Nécessité de maintenir la communication avec les experts de cette réunion

ANNEXE II.

Recommandations de la réunion ad hoc d'experts « Education et renforcement des capacités pour la création d'emplois en Afrique du Nord »

A. Recommandations générales

- Multiplier les rencontres entre Etats membres et autres parties prenantes dans la région afin de faciliter les échanges d'expériences sur l'adéquation éducation/formation et emplois ainsi que pour la capitalisation des initiatives mises en œuvre dans les pays et entre les pays de la région;
- Engager des réformes globales, intégrées et cohérentes dans le cadre d'une approche consensuelle impliquant tous les partenaires économiques et sociaux ainsi que toutes les autres parties prenantes autant dans la définition des objectifs et du contenu des réformes que dans les instances de gouvernance pour leur mise en œuvre, suivi et évaluation;
- Promouvoir la constitution d'un réseau régional qui relierait les partenaires économiques et sociaux et les professionnels du monde de l'éducation, de la formation et du marché du travail des pays de la région;
- Mettre en place un observatoire régional des métiers et compétences au niveau de l'Afrique du Nord dans des secteurs prioritaires et/ou déficitaires pour faciliter, entre autres, les analyses comparatives (benchmarking);
- Organiser des communautés de pratique pour fédérer et diffuser les pratiques performantes;
- Encourager le lancement d'un programme pour faciliter la mobilité des étudiants Nord africains;
- Promouvoir la reconnaissance des diplômes et des qualifications (tous cycles confondus) en vue de faciliter la mobilité de la main d'œuvre entre les marchés du travail de la région
- Impliquer la diaspora Nord africaine pour faciliter la mise à niveau et le transfert des connaissances;
- Adopter l'approche genre afin de mieux répondre aux défis spécifiques auxquels font face les femmes dans les systèmes éducatifs et de formation et sur le marché du travail;
- Renforcer les liens de collaboration entre la CEA et les agences des Nations Unies dont le Bureau international du travail et l'UNESCO.

B. Recommandations spécifiques

Session 1.1. Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des systèmes éducatifs et de Formation

Cette session a porté sur les moyens d'améliorer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des réformes des systèmes éducatifs et de formation. Après avoir passé en revue les concepts nécessaires à une bonne ingénierie des institutions chargées de ces réformes, les panélistes ont présenté les enseignements qui peuvent être tirés des expériences nationales et internationales. Il a été souligné que les Etats membres sont conscients du fait que les systèmes éducatifs et de formation doivent subir des ajustements constants afin de mieux s'adapter aux besoins changeants du marché du travail et des mutations que connaît le monde. Pour cela, les pays ont lancé d'importantes réformes qui leur ont permis d'accumuler une meilleure connaissance du fonctionnement des systèmes ainsi que des défis auxquels ils font face. Les bases ayant été posées, il s'agit d'en améliorer la performance.

A l'issue des présentations et des débats, les recommandations suivantes ont été formulées:

- Mettre en place un réseau Nord africain d'échange d'expériences et de veille spécifique à l'ingénierie des systèmes éducatifs et de formation
- Accorder une priorité absolue à la formation des formateurs, à travers la création et l'extension des infrastructures et la mise en place de programmes de formation appropriés aux nouveaux besoins et renforcer la place de la formation technologique dans le système éducatif tout en diversifiant les filières
- Définir des systèmes d'homologation des cursus reconnus à travers la région avec un benchmarking international
- Promouvoir l'approche par compétences au niveau des différentes composantes du système éducation/formation
- Adopter et mettre en œuvre le principe de l'apprentissage tout au long de la vie et promouvoir la flexibilité des systèmes éducatifs/formation à travers des mesures pour appuyer les passerelles entre éducation et formation, le retour aux études à tout âge, la valorisation des acquis professionnels et les possibilités d'avoir accès à des programme de « seconde chance »
- Mettre en place des mécanismes et des structures de suivi et d'évaluation ainsi que de régulation des changements continus qui sont apportés au système éducatif et de formation
- Promouvoir l'utilisation des TIC pour améliorer la qualité de l'éducation/formation, en faciliter l'accès et appuyer la formation tout au long de la vie
- Impliquer de manière continue et structurée les partenaires sociaux et économiques autant dans la définition des objectifs et du contenu des réformes que dans les instances de gouvernance pour leur mise en œuvre, suivi et évaluation

Session 1.2 Renforcer les relations entre les systèmes éducatifs et de formation avec les stratégies de développement

Cette session a porté sur les moyens de renforcer la capacité des systèmes éducatifs et de formation à mieux s'adapter aux besoins et défis de développement des pays de la région ainsi qu'aux opportunités offertes par la globalisation dans une perspective de court, moyen et long terme. Lors de cette session, les participants ont souligné la nécessité d'un plus grand ancrage de l'éducation/formation dans les stratégies et politiques nationales de développement et au niveau sectoriel et régional et ont insisté sur l'importance de développer et de mettre en oeuvre des outils de gestion des ressources humaines à court, moyen et long terme.

Suite aux présentations, et à l'issue des débats, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Placer les ressources humaines au centre des stratégies et politiques de développement
- Intégrer les objectifs de développement des ressources humaines dans toutes les politiques, stratégies et programmes de développement autant au niveau national que régional et sectoriel, notamment celles qui visent la création d'emplois, les investissements (y compris les IDE), le développement rural, le développement social,...
- Mener et promouvoir des recherches pour améliorer et approfondir la connaissance des interactions entre le marché du travail et les politiques publiques dans le domaine de l'éducation et de la formation, macroéconomique, des investissements, agricole, social,...afin d'optimiser la gestion des compétences à court, moyen et long terme

- Adopter, pour tout programme de développement, une gouvernance unifiée avec les parties prenantes (Etat, partenaires économiques et sociaux, centres d'éducation/formation) autour d'objectifs sur les compétences requises et un référentiel communs, tout en les appuyant avec des ressources financières et des mécanismes publics pour la promotion de l'emploi; des outils comme le REM (Répertoires Emplois- Métiers) et le REC (Référentiels Emplois - Compétences) peuvent être adoptés pour améliorer la réactivité à la demande des secteurs économiques
- Renforcer et institutionnaliser les mécanismes de coordination inter - institutionnelle et multisectorielle
- Instaurer un processus de planification des systèmes éducatifs et de formation qui s'inscrive dans une logique décentralisée et ascendante avec un système d'information intégré
- Etablir plus de cohérence entre les politiques économiques, sociales, culturelles et technologiques qui ont un impact direct sur les jeunes et leurs possibilités d'insertion dans le marché du travail
- Développer des systèmes pour détecter et anticiper les besoins dynamiques du marché du travail au niveau national et régional en utilisant notamment les services de l'emploi, les études régionales/locales ou sectorielles, les répertoires des métiers déficitaires, les études prospectives, guides des métiers,...

Session 2.1. Renforcer les liens entre les systèmes éducatifs/formation et les entreprises

Cette session a porté sur, les moyens d'améliorer l'offre des systèmes éducatifs et de formation afin de (i) la mettre en adéquation avec la demande des entreprises et (ii) d'appuyer l'émergence et la consolidation du secteur privé, principale source de création d'emplois et de richesses. Les présentations et débats ont permis de souligner que les systèmes éducatifs et de formation ne sont pas assez connectés aux entreprises ce qui se répercute négativement sur la qualité et la pertinence des formations dispensées et des compétences créées. Se pose donc une question d'adéquation, dont la solution relève autant des pouvoirs publics que des partenaires économiques et sociaux. Les systèmes éducatifs et de formation contribuent également peu à la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'initiative individuelle. Des mesures ont été prises pour rapprocher l'éducation/formation des entreprises qu'il s'agit de capitaliser, de multiplier et de renforcer. Suite aux présentations, et à l'issue des débats, les recommandations suivantes ont été formulées :

2.1.1. Des systèmes éducatif/formation pour des entreprises performantes

- Appuyer, promouvoir et institutionnaliser la participation des partenaires sociaux à tous les niveaux de la gouvernance du système éducation/formation;
- Renforcer le dialogue social avec les partenaires sociaux pour promouvoir la formation continue et sur le lieu du travail;
- Promouvoir des mécanismes appropriés et adopter les incitations requises pour encourager les entrepreneurs à former de manière continue, les travailleurs et es cadres comme élément constitutif de leur stratégie de développement;
- Multiplier les instances de coordination et de consultation entre les entreprises, les organisations professionnelles et les centres d'éducation/formation à tous les niveaux et renforcer les liaisons avec les réseaux de formation surtout dans l'économie informelle;
- Appuyer un processus effectif d'autonomisation des universités sur la base d'une approche contractuelle;

- Développer des formations dans les anciens métiers pour favoriser le développement et l'emploi au niveau local et la transition de l'économie informelle notamment sur la base d'une analyse de l'apprentissage traditionnel;
- Introduire de manière transversale l'égalité des chances pour tous et toutes afin de faciliter l'accès aux opportunités d'éducation, de formation professionnelle, formation continue, formation sur le lieu du travail, avec une attention particulière aux femmes travailleuses;
- Promouvoir l'apprentissage et adopter des dispositifs incitatifs, notamment financiers, pour faciliter l'insertion sur le marché du travail des jeunes primo demandeurs et ainsi leur permettre d'acquérir une formation professionnelle et technique pour surmonter le problème du manque d'expérience.

2.1.2. Des systèmes éducatifs et de formation pour développer l'esprit d'entreprise

- Adopter une vision nationale et régionale qui octroie une place importante à l'esprit d'entreprise et à l'entreprise dans le processus de développement;
- Enseigner l'esprit d'entreprise et d'initiative dès le jeune âge, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie;
- Généraliser la culture entrepreneuriale dans toutes les filières et développer des modules de formation sur l'entreprise en impliquant les entrepreneurs et les organisations professionnelles;
- Mener des campagnes de sensibilisation sur l'entreprise surtout au sein des institutions éducatives et de formation et avec l'appui des médias et informer les étudiants sur les métiers de demain;
- Impliquer tous les partenaires dans le développement et la mise en oeuvre d'une charte de l'esprit d'entreprise;
- Mettre en place des incubateurs dans toutes les universités, notamment des incubateurs virtuels.

Session 2.2 Diversifier les partenariats et les investissements dans le secteur de l'éducation et de la formation

Cette session a porté sur le renforcement du partenariat public - privé dans le secteur de l'éducation et de la formation. Les participants ont souligné que la diversification des partenaires, notamment avec le secteur privé, a contribué à améliorer la performance et les résultats des systèmes éducatifs et de formation en termes de coûts, de la qualité, de capacités installée et de réactivité et pertinence. Malgré les progrès enregistrés, des défis importants persistent qui limitent une pleine utilisation de ce potentiel, surtout au niveau de la région. A l'issue des présentations et des débats, les participants ont adopté les recommandations suivantes:

- Simplifier et mettre en œuvre les dispositions légales, administratives et fiscales afin d'encourager les opérateurs du secteur privé dans le secteur de l'éducation et de la formation;
- Promouvoir les conventions et contrats entre Etats membres, organisations professionnelles et promoteurs du secteur privé de la région.

ANNEXE III.

ORDRE DU JOUR

- Point 1 : Séance d'ouverture
- Point 2 : Election du Bureau
- Point 3 : Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
- Point 4 : Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du nord:
Analyse de la conjoncture en 2008
- Point 5 : Education et renforcement des capacités pour la création d'emplois en Afrique du nord
- Point 6 : Rapport sur l'Afrique du nord et les agendas régionaux et internationaux
- Point 7 : Présentation sur Recherche/développement en Afrique du nord
- Point 8 : Bilan des activités du Bureau en 2008
- Point 9 : Programme de travail pour 2009
- Point 10 : Projet de Programme de travail pour 2010-2011
- Point 11 : Activités de la CEA en 2008, programme de travail pour 2009 et projet de programme de travail pour la période 2010-2011
- Point 12 : Etat de la mise en œuvre du programme pluriannuel d'assistance aux communautés économiques régionales
- Point 13 : Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
- Point 14 : Questions diverses
- Point 15 : Examen et adoption du rapport du Comité
- Point 16 : Clôture de la réunion.

ANNEXE IV.

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE/ALGERIA

1. M. Said Annane
Directeur général de l'emploi et de l'insertion
Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
Alger (Algérie)
Tél : +213 21 66 14 07 - Fax: +213 21 66 54 07
2. M. El Haj Belharizi
Ministre plénipotentiaire
Ambassade d'Algérie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 54 74 – Fax : +212 537 76 22 37 - E-mail : belha_rizi@yahoo.fr
3. M. Kamel Kara
Conseiller diplomatique
Direction générale Afrique
Ministère des affaires étrangères
Alger (Algérie)
Tél : +213 793 09 91 01 - Fax: +213 21 50 43 74 - E-mail : kamelkara@hotmail.fr
4. Mme Samia Hamdani
Conseiller diplomatique
Ambassade d'Algérie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 54 74 – Fax : +212 537 76 22 37
E-mail : samiahka@yahoo.fr
- M. Mustapha Ait Abbas
Attaché diplomatique
Ambassade d'Algérie
Rabat (Maroc)
E-mail: aitabbasmustapha2001@yahoo.fr

EGYPTE/EGYPT

5. Mr. Tarek Adel
Minister Plenipotentiary, Deputy Assistant Minister of Foreign Affairs
International Economic Relations
Ministry of Foreign Affairs
Cairo, Egypt
Tél : +202 25 74 74 07 / 25 74 78 26 - Mobile: +20 12 440 40 40
Fax: +202 25 80 11 4 - E-mail: taradel@hotmail.com

LIBYE/LIBYA

6. Mr. Hussein Amine Ammami
Director
Department of Economic Studies and Trade - People's General Committee for Economy and Investment
Tripoli, Libya
Mobile : +218 91 383 76 71 - Fax: +21821 4835097 - E-mail : omamy2006@yahoo.com
7. Mr. Mustafa A. El Bousefi
General Director
Directorate of economic and social planning - General People's Committee for Planning
Tripoli, Libya
Tel : +218 21 3333469 / Mobile : +218 91 3227 408
E-mail : m.elbousefi@yahoo.com
8. Ms. Nazek Mohamed Chaouch
Department of International Organizations
People's General Secretariat for Foreign Liaison and International Cooperation
Tripoli, Libya
Tel: +218 21 340 27 03 / Mobile: +218 91 213 75 15 – Fax +218 21 340 30 11
E-mail: nazekmoh@yahoo.fr

MAROC/MOROCCO

9. Son Excellence Monsieur Jamal Rhmani
Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 76 27 63 - Fax : +212 537 76 34 44
10. M. Mohamed Taamouti
Directeur de la Statistique
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 77 32 45 – Email: mtaamouti@statistic.gov.ma
11. Mme Zakia El Midaoui
Directeur de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 68 29 - Fax: +212 537 66 00 91
12. Mme. Souad Al Brahim
Cadre
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Mobile: +212 667 53 17 41 – E-mail : s.albrahim@yahoo.fr
13. Mlle Oumayma Achour
Conseillère auprès du Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 0618 94 0 3 15 - Fax : +212 537 37 77 60 – E-mail : oumayma.achour@gmail.com
14. M. Elhoucine Belhachmi
Chef de la division des programmes sociaux
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Fax : +212 537 763585 - Mobile : +212 660 10 21 17 - E-mail : belhachmi@yahoo.fr
15. M. Abdellah Benmellouk
Chef de Division des organisations et conférences à caractère économique et commerciale
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 660058 Fax : +212 537 76 55 08 - E-mail : benmellouk@morocco-un.org
16. M. Abdelaziz Benkrikch
Chef du service de la coopération multilatérale
Département de l'emploi - Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Maroc)
Tél : +212 661 04 99 20 - Fax : +212 537 76 21 90 - E-mail : benkrikch@yahoo.fr
17. M. Mourad Bentahar
Chef de Division des études et des enquêtes sur l'Emploi
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Maroc)
Fax : +212 537 76 21 90 - E-mail : mbentahar@emploi.gov.ma
18. M. Mohamed Boudhen
Chef de service Recrutement (DRH)
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 677 49 49 80 – Fax : +212 537 67 01 08
E-mail : mohamed.boudhen@men.gov.ma
19. M. Younes El Bakirdi
Administrateur
Ministère chargé des affaires économiques et générales
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 671 04 84 64 - E-mail : elbakirdi@affaires-generales.gov.ma

20. M. Najim El Hajim
Inspecteur en planification de l'éducation
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur,
de la formation des cadres et de la recherche scientifique
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 667 06 62 85 – E-mail : elhajnajim@yahoo.fr

21. M. Ahmed El Harmouchi
Chef de la Division Evaluations Communication
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 750276 - Mob : +212 661 40 66 48 – Fax: +212 537 75 01 29
E-mail: ahmed_elharmouchi@yahoo.fr

22. Mme Adiba Chrif Haouat
Chef du service de l'enseignement et de la formation
Direction de planification - Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 660 10 21 41 – Fax: +212 537 76 45 76 - E-mail: chadiba58@yahoo.fr

23. M. Tarik Iziraren
Chef de Service de la coopération régionale du système des Nations Unies
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 66 00 58 – Fax : +212 537 76 55 08 - E-mail : iziraren@hotmail.com

24. M. Ali Kerfali
Chargé de mission auprès du 1er Ministre
Premier Ministère
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 68 73 26 – Fax: +212 537 77 96 16 - E-mail : kerfali@affaires-generales.gov.ma

25. Mme Slimane Mehdad
Chef de la division des études, de la programmation et de la promotion de la recherche scientifique
Direction des sciences
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 21 76 44/35 – Fax: +212 537 21 76 70/34 - E-mail: mehdad@enssup.gov.ma

26. Mme Souad Mellouk
Inspecteur divisionnaire et cadre
Direction du trésor et des finances extérieures
Ministère de l'économie et des finances
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 677369/ Mobile: +212 660 724031 - E-mail : s.mellouk@dtfe.finances.gov.ma

27. Mme Nadia Machraoui
Chef du service de l'emploi
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 08 42 - E-mail : machraoui@gmail.com

28. Mme Karima Nekkache
Chef de la division de la communication et de la coopération
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Mobile: +212 661 23 88 66 - Fax: +212 537 576304/02 - E-mail : karima_nekkach@yahoo.fr

29. M. Abdelaziz Nihou
Chef de la division des projections et de la prospective
Direction de la prévision et de la prospective - Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Tél : +212 660 09 40 56 / +212 537 57 69 46 – Fax : +212 537 57 69 44 - E-mail : nihoua@gmail.com

30. M. Lhoussain Qachaou
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Maroc)
Tél : +212 661 04 98 97 - E-mail: lqachaou@emploi.gov.ma

31. Mlle Siham Saadi
Conseillère auprès du Ministre
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Rabat (Maroc)
Tél: +212 662 38 26 84 – E-mail: siham.saadi@gmail.com

32. M. Younes Zouhar
Chef de la Division de la balance des paiements
Direction du trésor et des finances extérieures
Ministère de l'économie et des finances
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67

MAURITANIE/MAURITANIA

33. M. Mohamed Ould Teghra
Conseiller du Ministre, chargé du développement régional
Ministère des affaires économiques et du développement - Nouakchott (Mauritanie)
Tél : +222 525 00 71 - Mobile: +222 620 49 80 – Fax : +222 525 31 14
E-mail : mteghra@economie.gov.mr / mteghra@yahoo.fr

34. M. Mohamed Ahid Ould Isselmou
Directeur de la prévention et de l'analyse économique
Ministère des affaires économiques et du développement - Nouakchott (Mauritanie)
Tel : +222 73 00 506 - Fax : +222 525 75 41 -E-mail : dr.isselmou@yahoo.fr

35. M. Hamed Ould Sidi Mohamed
Premier Conseiller
Ambassade de la République islamique de Mauritanie
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 65 66 78-79 – Mobile: +212 655 65 16 82 - Fax: +212 537 65 66 80
E-mail: m.hamade2000@yahoo.fr

SOUDAN/SUDAN

36. Mr. El Hafiz Eisa Abdalla
Counsellor – Deputy Head of Mission
Embassy of Sudan
Rabat, Morocco
Tél : +212 537 75 28 63/64 - Fax: +212 537 75 28 85

TUNISIE/TUNISIA

37. M. Fathi Ayachi
Attaché économique
Ambassade de Tunisie
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 730 6 36 – Fax: +212 537 73 06 37 – Mobile: +212 654 79 16 33
E-mail: fathiayachi2004@yahoo.fr

38. Mme Imen Kalai Ayari
Conseiller des services publics et Directeur-adjoint
Centre de recherche, études, documentation et information sur les femmes (CREDIF)
Tunis (Tunisie)
Tél : 216 71 - 885 322 / 885717 - Fax : 216 71 - 887 436 - E-mail: kalaimen@yahoo.fr

EXPERTS DES PAYS MEMBRES

ALGERIE/ ALGERIA

39. M. Mohamed Bahloul
Enseignant chercheur
Faculté des sciences économiques, gestion & commerciales
Directeur, IDRH
Oran (Algérie)
Tel: +213 41 43 42 83 / +213 41 43 42 83 / Mobile : +213 6 61 20 03 93
Fax: +213 41 43 10 21
E-mail: idrhalgerie@gmail.com

40. M. Brahim Benabdeslem
Vice-président
Forum des chefs d'entreprises (FCE) - DG MDI
Alger (Algérie)
Tel : +213 21364150 - Mobile : +213 661600 819 – Fax : +213 21364172
E-mail : b.benabdeslem@mdi-alger.com
41. M. Abdelkader Djeflat
Faculté des Sciences économiques et sociales
USTL, Lille (France)
Tel : +33 20 33 71 03 / Mobile : +36 32 25 61 28 - Fax : +33 20 43 44 93 -
E-mail : abdelkader.djeflat@univ-lille1.fr
42. M. Abdelkader Eddoud
Responsable du Campus numérique francophone d'Alger
Administrateur système et réseaux, Village universitaire USTHB
Village universitaire USTHB - Bab Ezzouar
Alger (Algérie)
Tél : +213 21 248 396 – Mobile : +213 661 41 60 87 - Fax : +213 21 248 177
E-mail : abdelkader.eddoud@auf.org

EGYPT/ EGYPT

43. Dr. Magda Bahaeddin Fayek
Assoc. Professor, Computer Eng. Dept.
Faculty of Engineering – Cairo University
Cairo, Egypt
Tel: +202 356 78 985 / +202 356 789 81 / +202 273 541 55 Mobile: +2010 158 94 11
E-mail: magdafayek@gmail.com / magdafayek@eng.edu.cu.eg
44. Mr. Samir Radwan
General Authority for Investment and Free Zones
Cairo, Egypt
Tel: +202 3 33 18 600/603/ +202 240 554 52 / Mobile : +20 10 11 899 81 - Fax: +202 2 37 82 636
E-mail: s.radwan@gafinet.org

LIBYE/LIBYA

45. Dr. Omar Ahmed Annakou
Incubations Dept. Manager
National SMEs Programme Libyan Incubator for Technology and Innovation
Tripoli
Tel : +218 92 5164866 - Tel : +218 21 4831141/483 2292
E-mail: o.annakou@sme.ly
46. Prof. Nagia Essayed
Consultante
Tripoli, Libya
Tel: +218 21 34 06 066 – Mobile: +218 91 34 57 636 or 218 - 92 6730680
E-mail: essayedn@yahoo.com

MAROC/ MOROCO

47. M. Naji Abboud
Directeur général, Formademos Maroc
Demos - 20 rue de l'arcade - F-75008 Paris - France
Tel : +33 6 07 95 34 50 - Fax : +33 (0)1 44 94 16 00
E-mail : forma@demmos.ma et nabboud@demmos.fr
Formademos - 1 rue Ghafsa, Place du Joulan – 10000, Rabat
Tél : +212 537 70 55 25 - Mobile : +212 661 44 52 17
Fax : 212 537 70 55 67
48. M. Mohammed Boutata
Directeur programme Emploi Formation, MSI
Agence américaine pour le développement international (USAID)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 63 23 30 – Fax : +212 537 75 34 82
Mobile: +212 661 23 40 51
E-mail: mboutata@alef.ma

49. M. Azzeddine Bennani
Président fondateur Groupe ESIG
Casablanca (Maroc)
Tel : +212 522 86 36 32 / 663 61 38 73 - Fax : +212 522 86 36 32 / 79 84 67
E-mail : abennani@sympatico.ca

50. M. Samir Bennani
Professeur, Université Mohammed V – Agdal
Ecole Mohammedia d'ingénieurs - Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 68 71 50 Fax: +212 537 77 88 53 - Mobile: +212 661 19 99 20
E-mail : sbennani@emi.ac.ma

51. M. Saad Benkirane
Formateur, Bureau de conseil en formation pour entreprises
Casablanca (Maroc)
Tel: +212 661 45 62 58 - Fax: +212 522 43 00 53
E-mail: sbenkirane@idoine-maroc.com

52. M. Mohammed Cherkaoui
Responsable interface université-entreprises
Université Ibn Tofail
Kenitra (Maroc)
Tél : +212 537 32 92 00/ +212 662 38 64 48
E-mail : cherkaouimohammed@yahoo.fr

53. Mme Seloua Cherkaoui
Ingénieur d'Etat
Ministère de l'Emploi
Rabat (Maroc)
E-mail: scherkaoui@hotmail.com

54. M. Nouh El Harmouzi
Responsable Projet Arabe Atlas Economic Research Foundation/ Cato Institute
Atlas Economic Research Foundation/ Cato Institute USA
Aix en Provence, France
Tel. France : +33 66 22 76 951 (permanent) - Tel. Maroc : +212 676 97 94 68
Tel. USA : +1 70 35 54 03 93
E-mail : elharmouzi@gmail.com - nouhelharmouzi@atlasnetwork.org

55. M. Abdelali Fahim
Président du CJD Maroc
Casablanca (Maroc)
Tél : +212 661 069 949 - Fax : +212 522 22 20 47 - E-mail : info@cjdmaroc.com

56. M. Zakaria Fahim
Membre fondateur de CJD international
Association Experts France Maghreb
Casablanca (Maroc)
Tél : +212 661 134 237 - Fax : +212 522 20 47 94 / 31 37 01 - E-mail : zfahim@bdojiwar.com -
zfahim@bdoasmoun.com

57. M. Mohammed Guedira
Professeur de l'enseignement supérieur, Responsable de Master et Doctorat
Université des sciences de l'éducation - Université Mohammed V –Souissi
Rabat (Maroc)
Tel : +212 661 078 248 / +212 661 75 30 24
E-mail: mohammed.guedira@laposte.net

58. M. Abdelkrim Guergachi
Directeur Pôle Support
Caisse de dépôt et de Gestion (CDG)
Rabat (Maroc)
Tel: +212 537 66 91 22 / +212 663 10 17 14 - Mobile: +212 663 10 17 14
E-mail: guergachi@cdg.ma

59. M. Said Hanchane
Directeur de la recherche, Expert ressources humaines
Bank Al Maghrib - Rabat (Maroc)
Tel : +212 675 49 24 43 / +212 537 26 80 34/22
E-mail : s.hanchane@bkam.ma

60. M. Abdelaziz Jaouani
Directeur de l'Unité d'appui au projet MEDA 2-FP
Spécialiste, développement du capital humain - Département des opérations
Fondation européenne de formation - Turin (Italie)
Tél : +390116302229 -Fax :+39 0116302200
E-mail : aja@etf.europa.eu - aja@etf.europa

61. M. Said Khir Allah
Union marocaine du travail (UMT)
Casablanca (Maroc)
Tél: 52244 73 46/30 78 54 Fax: +212 537 70 80 12 - Mobile: +212 661 46 05 01
E-mail: umt@menara.ma / said_khir@yahoo.fr

62. Mme Aziza Mouradi
Professeur
Université Ibn Tofail, Faculté des sciences
Kénitra (Maroc)
Tél : +212 661 30 21 41 - Fax : +212 537 37 32 94 33
E-mail : mouradi14@gmail.com

63. M. Radouane Mrabet
Directeur, enseignant et chercheur
Ecole nationale d'informatique et d'analyse des systèmes (ENSIAS)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 661 49 25 36 / +212 537 640 335
E-mail : mrabet@ensias.ma, radouane.mrabet@gmail.com

64. M. Mohammed Slassi Sennou
Vice-Président Commission Formation
Confédération générale des entreprises du maroc (CGEM)
Casablanca (Maroc)
Tél : +212 522 99 70 00 -Fax : +212 522 98 39 71 -
E-mail : mslassi@vista-ing.com / m.mounir@cgem.ma - www.cgem.ma

65. M. Redouane Taouil
Professeur
Université de Grenoble - Grenoble (France)
Tel :+33 62 4112821
E-mail : taouil.redouane@umpf-grenoble.fr - redouane.taouil@yahoo.fr

MAURITANIE/ MAURITANIA

66. M. Seid Ould Abdellahi
Secrétaire général
Union nationale du patronat mauritanien (UNPM)
Nouakchott (Mauritanie)
Tél :+222 525 33 01 - Mobile : +222 680 63 23
Fax : +222 525 33 01
E-mail : oaseyid@yahoo.fr

67. M. El Ghassem Ahmedou Bellamech
Professeur d'université et Coordonnateur Adjoint
Centre de formation et d'échange à distance (CFED)
Nouakchott (Mauritanie)
Tel : +222 - 246 10 55 - Fax: +222 524 21 16
E-mail : mrt_aelghassem@gdlnmail.org

68. M Ahmed Youra Imame Haye
Coordonnateur national
Projet "Mauritanie Vision 2030"
Nouakchott (Mauritanie)
Tél: +222 52 525 67 65 - Mobile: +222 64 12 742
E-mail: ayihaye@mauritania.mr

SOUDAN/ SUDAN

69. Mr. Abbas Yousif Eltigani Abdalla
Professor
Faculty of engineering, University of Khartoum
Khartoum, Sudan
Tel.: +249 71 18 31 22 / Mobile: + 249 91 23 02 846
Fax: +249 71 18 33 123
E-mail: eltigani7@hotmail.com - abbas.eltigani@gmail.com
70. Mr. Isam Abdelrahman Ahmed Elboushi
Dean
Wadmedani Ahlia College
Wadmedani, Khartoum
Tel.: +249 912 320 201 - Fax: +249 511 847 296
E-mail: i_elboushi@yahoo.com - elboushi@wasmedani-ahlia.edu.sd

TUNISIE/ TUNISIA

71. Mme Boutheïna Benlamine
Chercheuse-Intervenante Consultante internationale
Formation professionnelle - Université de Liège
Administration de l'enseignement et des étudiants/AEE : Formation continue
(FORCE ULg) Liège (Belgique)
Tél : ULG +32 4 366 2054 - Mobile : +32 497 704 530 - Fax : +32 436 620 29
E-mail : b.benlamine@skynet.be - b.benlamine@ulg.ac.be
72. M. Tahar Ben Lakhdar
Président fondateur
ESPRIT
Tunis (Tunisie)
Tél : +216 71 94 15 41 / +216 23 220 708 / +216 70 685 685
Fax : +216 71 94 18 89
E-mail : tahar.benlakhdar@esprit.ens.tn
73. M. Radhi M'Hiri
Professeur
Faculté des sciences de Tunis (Tunisie)
Tél : +216 98 200 617 - +216 71 703 829
CERES Université Sherbrooke (Canada)
Canada : +1 514 243 23 72
E-mail : radhi.mhiri@yahoo.fr - radhi.mhiri@planet.tn

AGENCES DE COOPERATION/ COOPERATION AGENCIES

Délégation de la Commission Européenne

74. Ms. Alessandra Frontoni
Chargé de programmes
Délégation de la commission européenne
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537579800 - Fax: +212 537 57 98 10 – Mob : +212 645 80 91 63
E-mail : alessandra.frontoni@cec.eu.int

FIDA/ IFAD

75. M. Mohamed Milourhmane
Point focal du FIDA au Maroc
Fond international de développement agricole (FIDA)
Rome (Italie)
Tél : 00390654592367- Fax : 00390654593367-Mob: +212664168740
E-mail : Mohamedmilourhmane@hotmail.fr

GTZ

M. Meryem Aaziz
Development Program Manager
Coopération technique Allemande - Bureau de la GTZ
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 20 45 17/18 - Fax: +212 537 20 45 19 - E-mail : meryem.aaziz@gtz.de

JICA

76. M. Kubota Yuichi Younes
Chargé de programmes de prêts APD
Agence Japonaise de Coopération internationale
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 63 87 08/09/17
Fax : +212 537 63 87 05
E-mail : kubota.yuichi@jica.go.jp

OBSERVATEURS/OBSERVERS

Secteur privé/ Private Sector

77. Mme. Wafâa Chafi Fathi
Secrétaire général, Fondation BMCE
Chef de Projet «Profilage pour l'insertion et l'employabilité», AFEM
Casablanca (Maroc)
Mobile : +212 660 79 86 36
Fax : +212 522 97 24 21
E-mail: wchafi@bmcebank.co.ma
78. M. Assmaa Hachmi
Directrice commerciale
Forma Demos - Casablanca (Maroc)
Tél : +212 522 48 56 59 – Fax: +212 522 47 65 50
Mobile: +212 661 06 66 73
E-mail: ahachmi@demos.ma
79. Mme Najwa Mounir
Chargée d'études commission emploi et formation
Confédération générale des entreprises du maroc (CGEM)
Casablanca (Maroc)
Tel : +212 522 99 70 00
Fax : +212 522 98 39 71
E-mail : n.mounir@cgem.ma

CORPS DIPLOMATIQUE/DIPLOMATIC CORPS

Ambassade du Royaume de Bahreïn

80. M. Mohamed Al Amiri
Ambassade du Royaume de Bahreïn
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 63 35 00 / +212 537 65 93 61 – Fax: +212 537 63 07 32

Ambassade de la République du Bénin

81. M. Seidou Imourana
Chargé des affaires économiques et commerciales
Ambassade du Bénin
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 75 41 58 – Fax: +212 537 75 41 56
E-mail: seidou_imourana@yahoo.fr

Ambassade de la République du Cameroun

82. M. Samuel Roger Zang
Premier Secrétaire
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 75 41 94 - Fax : +212 537 75 05 40
E-mail: zang-sr@yahoo.fr

Ambassade de la République Centrafricaine

83. S.E. M. Ismail Nimaga
Ambassadeur
Ambassade de la République Centrafricaine
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 89 70 – Fax : +212 537 659216
E-mail : centrafricainemaghreb@menara.ma

84. M. Paulin Bembissa-Bouih
Premier Conseiller
Ambassade de la République Centrafricaine
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 89 70 – Fax : +212 537 65 92 16
E-mail : naza08803@yahoo.fr

M. Jean-Paul Le Boudier
Conseiller économique
Ambassade de la République Centrafricaine
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 89 70
E-mail : centrafriquemaghreb1@menara.ma

Ambassade de la République de Côte d'Ivoire

85. S.E. M. Sem Atchimon Aké Charles
Ambassadeur - Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 57 93 – Fax : +212 537 65 56 37
E-mail : ambaci_maroc@yahoo.fr

86. M. Touré Mathieu
Conseiller chargé des questions économiques
Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 655793 – Fax : +212 537 65 56 37
E-mail : touremathieu@yahoo.fr

Ambassade de Croatie

87. S.E.M. Darko Bekic
Ambassadeur, Ambassade de la Croatie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 63 88 24 - Fax : +212 537 63 88 27

Ambassade de France

88. M. Jean-Michel Cavalier
Attaché de coopération pour le français
Ambassade de France
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 20 92 00
E-mail: jean-michel.cavalier@diplomatie.gouv.fr

Ambassade de la République du Gabon

89. M. Leboussi Barthélemy
Conseiller économique et commercial
Chargé de la Chandellerie - Ambassade de la République du Gabon
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 75 19 68/50 – Mobile: +212 611 33 33 20
Fax: +212 537 75 75 50
E-mail: leboussib@yahoo.fr

Embassy of the Republic of Gambia

90. H. E. Mr. Ousman Badjie
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of the Republic of Gambia
Rabat, Morocco
Tél: +212 537 63 80 45 – Fax: +212 537 75 29 08

Embassy of Indonesia

91. Mr. Dicky Ahmad Rizaldy
Third Secretary
Embassy of Indonesia
Rabat, Morocco
Tel : +212 537 75 78 60 - Fax : +212 537 75 78 59

Embassy of the State of Kuwait

92. Mr. Salah Al-Haddad
First Secretary
Embassy of Kuwait
Rabat, Morocco
Tel: +212 537 63 11 11 – Fax: +212 537 753591
E-mail: [salalahhaddad@hotmail.com](mailto:salahalhaddad@hotmail.com)

Embassy of the Republic of Liberia

93. Mr. Danmbi-saa Tmba Emmanuel
Secretary to the Chargé d'affaires
Embassy of the Republic of Liberia
Rabat, Morocco
Tel: +212 534 53 30 32
E-mail: tdanmbi2003@yahoo.com
94. M. Morieba K. Sanoe
Chargé d'affaires
Embassy of the Republic of Liberia
Rabat, Morocco
Tel: +212 534 53 30 26 – Fax: +212 537 63 84 26
Mobile: +212 662 66 58 51

Ambassade de la Fédération de Russie

95. M. Maxim Ganzey
Premier Secrétaire
Ambassade de la Fédération de Russie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 75 35 09 – Fax : +212 537 75 35 90

Ambassade de la République du Sénégal

96. M. Diakité Kemiko
2ème Conseiller
Ambassade de la République du Sénégal
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 75 41 71 / +212 537 63 91 63
Fax: +212 537 75 41 49

Ambassade de la République de Turquie

97. M. Orpinar Tugtekim
3ème Secrétaire
Ambassade de la République de Turquie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 66 15 22 / 44
Fax : +212 537 66 04 76

Ambassade de la République du Niger

98. M. Ali Marou
1er Conseiller
Ambassade de Niger
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 56 62 24 / +212 537 65 62 16
Fax : +212 537 56 62 19

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES/
INTERNATIONAL AND REGIONAL ORGANIZATIONS

ACARTSOD

99. Dr. Ali El Hawat
Research Associate, African Centre for Applied Research and Social Development
Acting President, Maghrebien University
Tripoli, Libya
Tel: 218 91 322 36 91
Fax : 218 21 36 02 788
Mob : 218 91 32 23 691
E-mail : elhawatali@yahoo.com

AOAPC

100. Mme Liliane Badaoui
Chargée du Secrétariat
Association des organisations africaines de promotion commerciale
Tanger (Maroc)
Tél: +212 539 94 37 30
Mobile : +212 661 19 66 96
Fax: +212 539 32 52 75
E-mail: lilianebadaoui@yahoo.fr

Banque Mondiale/ World Bank

101. Mme Nadine Poupart
Economiste principale
Banque mondiale
Rabat (Maroc)
Tél : 5 37 63 60 50 – Fax : 5 37 63 60 51
E-mail : Npoupart@worldbank.org

BAD/ ADB

102. M. Hervé Marie Cariou
Chargé des opérations
Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)
Bureau national du Maroc (MAFO)
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 71 38 26/27
Fax : +212 537 56 59 35

BID/ IDB

103. M. Abusif Ghynah
Expert
Bureau régional de la Banque islamique de développement (BID)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 75 71 91/65 97 51/63 63 22
Fax: +212 537 75 72 60
E-mail : draza6@yahoo.com – draza6@isdb.org

LEAGUE OF ARAB STATES (LAS)

104. Ms. Hala Omar Shehab
Assistant of Africa and Afro- Arab cooperation
Department (African affairs) - LAS
Cairo, Egypt
Tel : +2022 33357853 Fax : +202 2 25775409
E-mail: halahhhh@hotmail.com
105. Ms. Inas Sayed Mekkawy
Head of division of Human and sustainable development
League of Arab States (LAS)
Cairo, Egypt
Mobile : +2012 2139022 – Tel : +2033375853
E-mail : socialdev.dept@las.int

ISESCO

106. Mr. Ali Rahal
Expert - Directorate of External Relations and Cooperation
Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization (ISESCO)
Rabat, Morocco
Tél: +212 537566052/53 - Fax : +212 537 566012/13
E-mail: isesco@isesco.org.ma

OADA

107. M. Ahmed Abouyoub
Chef du Bureau
Organisation arabe pour le développement agricole
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 74 76 - Fax : +212 537 76 04 06
E-mail : aodart@mtds.com

UMA

108. M. Habib Ben Yahia
Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 67 12 74 /78 - Fax : +212 537 67 12 53 - E-mail : sg.uma@maghrebarabe.org
109. M. Jamel Boujdaria
Chef de division chargé des affaires économiques
Secrétariat général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 67 12 74 /78 - Fax : +212 537 67 12 53 - E-mail : boujamel@yahoo.com

ONGs/ NGOs

Association des mères tunisiennes au Maroc (AMT)

110. Mme. Ihsane Moualhi
Secrétaire à l'Ambassade de Tunisie
Association des mères tunisiennes au Maroc
Rabat (Maroc)
Tél : +212 660827106

Mission locale de Schaerbeek

111. Ms. Brigitte Grisar
Agent de développement
Mission locale de Schaerbeek
Bruxelles (Belgique)
Tél : 02 247 77 32 / 02 215 74 36 Fax/ 02 245 42 52 – E-mail : bgrisar@milocs.be

UNIVERSITES/ UNIVERSITIES

Académie Hassan II des sciences et techniques

112. M. Najib El Hatimi
Conseiller auprès du Secrétaire perpétuel
Académie Hassan II des sciences et techniques
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 750179
Fax : +212 537 75 81 71
E-mail : najib.hatimi@gmail.com

Institut des études africaines

113. M. Abou El Farah Yahia
Directeur
Institut des études africaines
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 77 12 74
Fax : +212 537 77 84 25
Mobile : +212 661 72 22 77
E-mail : abouelfarah@yahoo.fr
114. Mme Adiba Benkhadra
Chef du service de la coopération
Institut des études africaines
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 77 12 74
Fax: +212 537 77 84 25
E-mail : machrafi@free.fr

115. M. Mustapha Machrafi
Professeur chercheur
Institut des études africaines
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 77 12 74
Fax : +212 537 77 84 25
E-mail : machrafi@free.fr
116. M. Mhammed Ehtoundi
Enseignant - chercheur
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 771274
Mob : +212 658935887
Fax : +212 537 77 84 25
E-mail: echtoundimhammed@yahoo.fr

INSEA

117. M. Lahcen Achy
Professeur universitaire
Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA)
Rabat (Maroc)
Mob : 0661 10 70 45
Fax : 0537 77 94 54
E-mail: lachy@ulb.ac.be

Université Ibn Tofail

118. Mme Ouafae Benkirane
Professeur de l'enseignement supérieur
Université Ibn Tofail
Kénitra (Maroc)
Mobile : +212 661 37 68 62
E-mail: ouafae.benkirane@yahoo.fr

SYSTEME DES NATIONS UNIES / UNITED NATIONS SYSTEM

BIT/ ILO

119. Mr. Luca Azzoni
Senior skills and Employability Specialist
International Labour Organisation (ILO)
Sub-regional office for North Africa
Cairo, Egypt
Tel: 20223999331 / 202 27369290
Fax: 202 7360889
E-mail: azzoni@ilo.org

FAO

120. M. Abdelaziz El Maghraoui
Assistant au Programme
FAO - Bureau sous-régional pour l'Afrique du nord
Tunis (Tunisie)
Tél : 00 +212 537 65 43 08
Fax: +212 537 65 45 52
E-mail: fao-tun@fao.org

FNUAP/ UNFPA

121. Mme Sew Lun Geneviève Ah Sue
Représentante du FNUAP
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 66 12 71
Fax : +212 537 70 14 82
E-mail : unfpa.morocco@undp.org

ONUDI

122. M. Jean-Luc Bernard
Représentant de l'ONUDI
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 77 58 68 – Mobile : +212 661 23 42 46
Fax : +212 537 77 62 11
E-mail : j.bernard@unido.org

PNUD/UNDP

123. M. Mourad Wahba
Représentant résident du PNUD, Coordonnateur résident
du système des Nations Unies au Maroc
Rabat (Maroc)
Tél : 537 633090 - Mob : 661 18 91 75 - Fax : 537633089
E-mail : mourad.wahba@undp.org
124. M. Hervé Clément
Chargé du programme sur le rapport national sur le développement humain
Pins Maritimes – El Mohammadia
Alger (Algérie)
Tél : +213 77 80 20 956 / +213 21 89 15 13 - Fax : +213 21 89 15 03
E-mail : herve.clement@undp.org
125. M. Souleman Boukar
Economiste principal
PNUD/ Mauritanie
Nouakchott (Mauritanie)
Mob : 222 726 41 15
E-mail : souleman.boukar@undp.org
126. Mme Rosanna Dudziak
Représentant résident adjoint
PNUD/Tunisie, Tunis (Tunisie)
Tél : 216 71 900 794 – Fax : 216 71 900 668
E-mail: rossana.dudziak@undp.org

UNESCO

127. Mme Hanen Aidoudi
Programme Education
Bureau Multipays de l'UNESCO à Rabat
Bureau pour le Maghreb – UNESCO
Rabat (Maroc)
Tél: 537 67 03 72/4 – Fax: 537 67 03 75
E-mail: h.aidoudi@unesco.org - Site Web: www.unesco.ma

UNHCR

128. M. Stefan Maier
Chargé de programme
Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
Rabat (Maroc)
Tél : 537 76 76 06 – Mobile : 666 10 22 73 – Fax : 537 76 61 96 - E-mail : maier@unhcr.org

UNIFEM

129. Mme Zineb Touimi Benjelloun
Regional Programme Director for North Africa
United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)
Rabat (Maroc)
Tel : 537 63 53 20/32/38 - Fax : 537 63 53 40 - E-mail: z.touimi-benjelloun@unifem.org

CEA/ECA SECRETARIAT- ADDIS ABABA

United Nations Economic Commission for Africa (ECA)

130. Ms. Rawda Omar Clinton
Economic Affairs Officer
Office of Strategic Planning and Programme Management (OPM)
NEPAD and Regional Integration Division (NRID)
Addis Ababa, Ethiopia
Tél: +251 1 11 544 3363 –Fax: +251 1 11 551 4461 E-mail: romar-clinton@uneca.org – omar-clinton@un.org

CEA/ECA SECRETARIAT

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Avenue Attine, Secteur 3-A5 B.P. 2062 - Hay Ryad

Rabat (Maroc)

Tél. : (-537) 71 78 29 / 537 71 56 13

Fax: (-537) 71 27 02

E-mail : srdc-na@uneca.org – Site web: www.uneca-na.org

131. Ms. Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord
132. M. Abdelillah Ouaqouaq, Economiste principal
133. M. Karim Laraki, Consultant
134. M. Oumar Sy Malick, Economiste /Statisticien
135. Ms. Semia de Tapia, Chargée des affaires sociales
136. M. Nassim Oulmane, Economiste
137. Ms. Aissatou Gueye, Economiste
138. M. Mohamed Timoulali, Conseiller régional
139. M. Jean Paul Gondjé, Chargé des TIC
140. M. Mokthar Cheikh, Statisticien
141. Ms. Yemegnushal Bekele, Chargée de l'administration et des finances
142. M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche
143. Ms. Zohra Ben Boubaker, Assistante de programme
144. Ms. Karima Bekkari, Assistante administrative
145. Ms. Naima Sahraoui, Assistante
146. Ms. Latifa Guerma, Assistante
147. Ms. Amal El Korchi, Secrétaire
148. M. Lotfi Abdelfettah, Chauffeur
150. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
151. M. Driss Cherrabi, Service reproduction



الأمم المتحدة
اللجنة الاقتصادية
لأفريقيا
مكتب شمال أفريقيا

Nations Unies

Commission économique
pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique
du Nord

رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة صاحب الجلالة الملك محمد السادس

على إثر انتهاء أشغال الاجتماع الرابع والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا المنعقد بالرباط في الفترة من 6 إلى 9 أيار/مايو 2009، نتشرف نحن المشاركون في هذا الاجتماع بأن نرفع إلى جلالتهكم أسمى عبارات تقديرنا وشكرنا على حسن الضيافة التي لقيناها بمناسبة انعقاد اجتماعنا هذا.

وقد تطرق هذا الاجتماع إلى الأحوال الاقتصادية والاجتماعية وأثر الأزمة والجراءات المتخذة لمواجهتها. كما تمحور اجتماعنا حول موضوع من الأهمية بمكان بالنسبة لبلدان شمال أفريقيا، ألا وهو "التعليم وبناء القدرات من أجل توفير فرص العمل في شمال أفريقيا". وقد مكن هذا الاجتماع من تبادل التجارب والخبرات بين دول المنطقة من جهة، وبين مختلف الفاعلين من جامعات ومؤسسات التكوين وإدارة وقطاع خاص ومجتمع مدني.

ونحن، إذ نغتتم هذه الفرصة لننوه بالمساهمة والمشاركة الفعالة التي قدمتها جميع الجهات المعنية بالمملكة المغربية في هذا اللقاء، نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية وما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، من أجل تحقيق التنمية الاقتصادية والاجتماعية لبلداننا، وخاصة ما يتعلق بالعنصر البشري مفتاح كل تنمية مستدامة.

نتمنى لجلالتكم موفور الصحة والعافية ولبلدكم المضياف مزيدا من الإنجازات ولشعبكم الكريم الرفاهية والتقدم تحت رعاية جلالته السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله.

الرباط، 9 أيار/مايو 2009